

Le conflit de l'Artsakh/Haut-Karabakh, qui oppose depuis la dissolution de l'URSS l'Azerbaïdjan à la population arménienne de cette enclave située sur le territoire azerbaïdjanais, que les Arméniens considèrent comme leur berceau national, s'est soldé par une nouvelle vague d'épuration ethnique. L'Azerbaïdjan parachève ainsi la victoire militaire acquise en 2020 et fait désormais planer une menace directe sur l'intégrité de l'Arménie elle-même.

Ce conflit et les enjeux qui lui sont liés (le poids du génocide arménien de 1915, le rôle de la Turquie, la politique des hydrocarbures) sont peu discutés en France, et en particulier au sein de la gauche radicale. L'incapacité de la gauche à se saisir de la cause arménienne (Mathieu Dejean [en dressait récemment le constat dans Mediapart](#)) a ainsi laissé le champ libre à la droite qui l'exploite dans un sens raciste, islamophobe (les « Chrétiens d'Orient » persécutés par les musulmans), et atlantiste - les États-Unis et l'OTAN étant présentés comme le seul recours face à une Russie défailante.

Dans cet article, Jean Michel Morel, journaliste et membre du comité de rédaction de la revue Orient XXI, replace le conflit dans une perspective historique et analyse ses implications au niveau régional et international.

Le 19 septembre, en envahissant sans coup férir le Haut-Karabakh, les troupes azerbaïdjanaises ont, de facto, mis fin à une guerre de Trente ans.

Maintenant la question pour les Arméniens de la république auto-proclamée de l'Artsakh ne se pose plus en termes militaires mais humanitaires, sachant que les diplomaties onusienne et européenne ont failli — de même que le Groupe de Minsk, créé en 1992, co-présidé par la France, la Russie et les États-Unis et placé sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en charge de trouver un débouché pacifique aux tensions entre les protagonistes.

Afin de tenter de comprendre les causes d'un acte II qui se profile — le dépeçage de l'Arménie et, éventuellement, sa disparition en tant que nation - il faut revenir sur celles de l'acte I.

L'histoire d'une bataille perdue

Territoire montagneux grand comme la Savoie où vivaient jusqu'à présent 120 000 personnes d'ethnie arménienne et d'obédience chrétienne, le Haut-Karabakh est situé en plein cœur de l'Azerbaïdjan et de ses 11 millions d'habitants majoritairement d'origine turcique et de religion chiite. Un pays riche en pétrole et en gaz, bordé sur son flanc est par la mer Caspienne, frontalier au nord avec la Russie et la Géorgie et au sud, avec l'Iran.

C'est en 1921 que Staline, alors commissaire du peuple en charge des nationalités, décrète l'existence d'une enclave arménienne au cœur de la nation azerbaïdjanaise. De même, il crée une « exclave » au sud de l'Arménie, la république autonome du Nakhitchevan, région semi-désertique, alors peuplée de 50 % de citoyens arméniens, qu'il rattache d'autorité à l'Azerbaïdjan.

La création d'une région autonome dépendante de Bakou plutôt que d'Erevan reçoit l'onction du nouveau président de la Turquie, Mustapha Kemal, qui préfère avoir à ses frontières une communauté turcique plutôt qu'arménienne - dont, quelque temps auparavant, lui et les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès ont massacré 1,5 million de ses membres.

Dans une telle situation propice à tous les ressentiments déclencheurs de dévastations, de purifications ethniques, de destruction de patrimoine[1], on ne peut s'étonner que de nombreux conflits aient jalonné l'histoire des deux nations.

Après la chute de l'Union soviétique qui ouvre la porte à tous les nationalismes, l'Arménie et l'Azerbaïdjan annoncent leur indépendance, le Haut-Karabakh qui, en 1988 avait voté son rattachement à l'Arménie proclame la république indépendante d'Artsakh, déclenchant d'emblée un conflit qui se soldera par 30.000 morts.

Cette décision unilatérale ne lui apportera aucune reconnaissance internationale, même pas de la part de l'Arménie. Pour autant, celle-ci, en 1994, dans ce qui pourrait passer pour un tardif sursaut de solidarité, se lancera dans une guerre contre son voisin, s'emparant de 13 % de son territoire et provoquant des déplacements de populations azéries assortis de beaucoup de désordres et de malheurs.

Une victoire à la Pyrrhus, lourde de menaces à venir tant les Azerbaïdjanais, humiliés, dépossédés, tiennent à leur revanche. Ils vont bientôt l'obtenir.

En quelques années grâce à l'importance dans son sous-sol des énergies fossiles indispensables aux économies productivistes, le pays s'est développé, il a pu se procurer des armements sophistiqués, en particulier des drones Bayraktar TB2 auprès de la Turquie. Un matériel redoutablement efficace, d'un coût modéré et qui fait la différence en Libye depuis 2020 et, plus récemment, en Ukraine.

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a aussi fourni à son « allié naturel »[2] des mercenaires syriens, les mêmes qui ont perpétré des massacres à Afrin, dans le Kurdistan syrien et sévissent en Libye.

Bakou diversifie ses approvisionnements et s'équipe en matériel militaire auprès de Tel-Aviv. Comme des observateurs ont pu le remarquer, des avions-cargos de la compagnie azerbaïdjanaise Silk Way Airlines fréquentent assidument la base aérienne israélienne d'Ovda, la seule autorisée à recevoir ou à envoyer des matières explosives. Les deux pays sont censés avoir un ennemi commun : l'Iran.

Pour les Israéliens, la rivière Araxe qui sépare l'Azerbaïdjan de son voisin perse constitue un excellent poste d'observation, l'Azerbaïdjan, un excellent marché - selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, la majorité des importations d'armes de l'Azerbaïdjan provient d'Israël - et un précieux fournisseur de pétrole à hauteur de 40 % des besoins de l'État hébreu. Par ailleurs, l'Azerbaïdjan et Israël entretiennent des relations étroites dans les domaines de la sécurité, de l'énergie, des infrastructures et de l'agriculture intelligente[3].

Depuis l'hiver 2022, la tension permanente entre Bakou et Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, s'était aggravée avec le blocus opéré par les forces azerbaïdjanaises sur le corridor de Latchine, unique voie d'accès large de 5 km entre l'Arménie et le Haut-Karabakh.

Ce cordon ombilical, placé sous contrôle russe depuis la fin des hostilités en novembre 2020, devait être doublé d'une nouvelle route co-construite par l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Après bien des vicissitudes administratives et une évidente mauvaise volonté de l'Arménie, elle n'est finalement ouverte qu'en août 2023.

Trop tard. Bakou monte une provocation qui conduit au blocus, créant une importante pénurie de nourriture et de médicaments. La guerre d'expansion et d'éradication n'est plus qu'une affaire d'opportunité. L'Azerbaïdjan la trouvera avec la mort de quatre policiers et de deux civils azerbaïdjanais tués par des mines.

Fin septembre 2020, assurée de leurs capacités militaires, les Azéris ouvrent les hostilités.

Comme ce fut le cas en 1994, sous l'égide de la Russie qui a tissé des partenariats avec les deux pays, un nouveau cessez-le-feu est conclu. Les combats ont fait 6 500 morts et un tiers du Haut-Karabakh est passé aux mains de l'Azerbaïdjan.

Ce renversement de situation où les vainqueurs d'hier sont les perdants du jour prélude à la déroute que viennent de vivre le 19 septembre 2023 les Arméniens du Haut-Karabakh. L'offensive azérie a conclu en vingt-quatre heures, plus de trente-cinq ans d'histoire : la république d'Artsakh va cesser d'exister au premier janvier 2024 et le Haut-Karabakh, littéralement le jardin noir en persan, deviendra une région azerbaïdjanaise incontestée au prix de 400 morts arméniens et deux victimes azéries.

Qui est le vainqueur de cette fin de partie ?

Indubitablement la Turquie. Recep Tayyip Erdoğan, président autocrate, islamo-conservateur, récemment réélu[4], a l'ambition de faire de son pays une incontournable puissance régionale, rayonnant depuis le Bosphore jusqu'à Astana au Kazakhstan, voire à Oulan Bator en Mongolie, revitalisant ainsi la mythologie conquérante des empires (les *khanats*) turcs d'Occident et d'Orient.

L'intervention de la Turquie en Syrie, en Irak, en Libye, à Chypre, dans les Balkans, son agressivité envers la Grèce ou l'Arménie avec lesquelles elle ne cesse de régler les comptes du passé doit se lire dans le temps long de l'histoire et, singulièrement, avec la suite du premier conflit mondial qui vit la désagrégation de l'Empire ottoman et la création d'une Turquie réduite aux acquêts, c'est-à-dire aux conquêtes de Mustafa Kemal Atatürk (le père des Turcs).

Après avoir obtenu son indépendance en 1821, la Grèce se retrouve en 1917 aux côtés de la Triple-Entente franco-anglo-russe contre « l'homme malade de l'Europe » selon l'expression méprisante du tzar Nicolas 1^{er}.

Elle en récoltera les fruits lors du traité de Sèvres en 1920, annexant provisoirement la Thrace occidentale. Aujourd'hui, les dissensions gréco-turques portent sur les zones économiques exclusives (ZEE) en Méditerranée orientale, enjeu majeur pour la captation des ressources maritimes[5]. Quant à l'Arménie, elle bénéficiera d'une brève embellie toujours grâce au traité de Sèvres où selon la doctrine Wilson du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »[6], on lui promet une « Arménie intégrale » avec un accès à la mer Noire ainsi que, grâce à la possession de la Cilicie, à la Méditerranée, autant dire le Graal.

Le tout complété par six vilayets (des départements) dont celui de Van en plein cœur du plateau anatolien.

La victoire de Mustafa Kemal, le rapprochement qu'il opère avec le pouvoir bolchevique et le refus des États-Unis de mettre l'Arménie sous mandat américain balayeront toutes ces illusions.

Pour les Arméniens survivants des massacres de 1915 la descente aux enfers se poursuivra, le gouvernement d'Ankara n'ayant cessé de nier ses intentions génocidaires et les quelque 60 000 Arméniens vivant en Turquie, essentiellement à Istanbul, devront faire preuve de discrétion au point qu'aujourd'hui encore, dans la rue, les enfants doivent appeler leur mère « ane » le mot turc au lieu de « mama », le terme arménien.

Recep Tayyip Erdoğan et İlham Aliyev, le dictateur azerbaïdjanais, sont les héritiers du panturquisme, une idéologie, raciste, ségrégationniste et, pour faire bonne mesure, anticommuniste. Développée par les Jeunes-Turcs, successeurs vindicatifs du sultanat ottoman en 1909, cette idéologie fantasmagorique avait le projet de construire un « état touranien », doté d'une langue littéraire commune à tous les peuples *türk* de la Sibérie, de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Anatolie, et, plus important, celui de remodeler l'Arménie.

En fait, face aux difficultés et aux irrédentismes de chaque État, il s'est surtout agi de tisser des relations sur la base des plus petits dénominateurs communs : l'histoire et la culture même si, en mars 1992, Islam Karimov, l'ancien président ouzbek déclarait à son homologue turc : « *Un temps viendra où nous siégerons dans le même parlement* ».

Aujourd'hui, pour la Turquie s'ouvre l'acte II du conflit du Haut-Karabakh. Il lui faut continuer à pousser son avantage afin d'obtenir que dans le sud de l'Arménie soit ouvert un corridor dit de Zangezour^[7] qui permettra au Nakhitchevan d'être en liaison directe avec l'Azerbaïdjan.

À ce moment-là, Ankara n'aura plus aucun obstacle sur la route de l'Asie centrale. En mai, Rashad Mammadov, ambassadeur azerbaïdjanais en Turquie déclarait :

« L'un des éléments les plus cruciaux du passage de Zangezour est qu'il reliera le monde turc. Par conséquent, la géographie du monde turc déchiré sera liée aux tâches de transport et de logistique. »

Dès lors, une question se pose : est-ce que ce nouveau corridor (celui de Latchine n'ayant plus de raison d'être) sera la première étape d'une invasion du sud de l'Arménie et d'une sécession sous contrainte ? Celle-ci peut-elle encore compter sur l'Iran qui bien que chiite – comme les Azéris – s'est comportée en alliée d'un pays chrétien ? Rien n'est moins sûr, Erdoğan ayant déclaré que Téhéran, jusqu'alors opposée à la création d'un passage dans le Sud arménien, était prête à en discuter l'hypothèse.

Le tout dans un contexte où la Russie, malgré ses 1900 hommes déployés en 1994 pour garantir l'intégrité territoriale du Haut-Karabakh, s'est gardée de toute intervention, ne s'opposant pas non plus au blocage du corridor de Latchine. Signe de faiblesse ? Sans doute.

Affaiblie, Moscou l'est à plus d'un titre. À la suite du déclenchement de la guerre en

Le conflit de l'Artsakh/Haut-Karabakh : une tragédie

<https://www.contretemps.eu>

en deux actes

redaction

Ukraine, elle a pu constater que ses ex-dominions d'Asie centrale prenaient leur distance.

Dès 2022, aucun de leur chef d'État n'était présent sur la Place rouge aux côtés de Poutine lors du défilé hautement symbolique du 9 mai.

Dans ces conditions *quid* de l'avenir de l'Union économique eurasiatique (UEAA) censée fédérer la Russie, les 5 pays ex-soviétiques d'Asie centrale ainsi que la Biélorussie ? Ironie de l'histoire, il fut envisagé que l'Ukraine en fasse partie. La « révolution orange » pro-européenne, c'est-à-dire pro-atlantiste, en a bloqué le processus.

De même, les relations entre l'Arménie et la Russie se sont détériorées avec l'arrivée au pouvoir, en 2018, à Erevan, de Nikol Pachinian, un premier ministre tenté par un éloignement de la Russie et un rapprochement avec les États-Unis. A contrario, l'entente entre Moscou et Bakou s'est renforcée, la Russie ayant besoin de l'Azerbaïdjan pour échapper aux sanctions et écouler son gaz, qui transite par le territoire azerbaïdjanais[8]. Une nécessité qui expliquerait sa passivité dans les événements du 19 et 20 septembre.

Malgré tout, pour Moscou, « l'étranger proche » s'éloigne de plus en plus. En mai, Nikol Pachinian a laissé entendre qu'il pourrait se retirer de l'Organisation du Traité de sécurité collective[9], la version russe de l'OTAN. Et, début septembre, au grand dam des Russes, les forces militaires arméniennes ont mené des manœuvres appelées « Eagle Partner 2023 » avec les États-Unis.

En dépit de l'inaction de l'ONU, des États-Unis, de la Russie et de l'Union européenne dont les dirigeants se sont contentés de faire part de leur « colère » à Bakou, la « question arménienne » revient en force dans l'actualité et interroge au premier chef les ambitions de la Turquie, deuxième armée de l'OTAN, capable de se projeter sur nombre de terrains de conflits et de jouer cavalier seul[10].

Comme l'histoire du 20^{ème} siècle nous l'a enseigné, il n'est jamais souhaitable qu'un autocrate soit en capacité de réaliser ses visées expansionnistes.



Illustration : exode d'Arménien-nes du Haut-Karabagh / Wikimedia Commons.

Notes

[1] Le cimetière de Julfa, localité proche de la frontière turque, et ses milliers de khatchkars (plaques de pierre rectangulaires, de hauteur variée un peu supérieure à la taille humaine, toujours tournées vers l'est et dont la face ouest porte sculpté le motif de la croix) datant des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles ont été entièrement détruites par l'armée azerbaïdjanaise entre 1998 et 2005. Le lieu a été transformé en camp militaire azéri.

[2] Recep Tayyip Erdoğan évoque souvent les relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan sur le mode « Deux États, un nation ».

[3] Le 3 octobre, Israel Aerospace Industries (IAI) et l'agence spatiale azérie Azercosmos ont annoncé avoir signé un accord de 120 millions de dollars pour la vente de deux satellites de électro-optiques multispectraux de pointe développés par l'IAI dans le cadre du programme Azersky-2.

[4] Le *reis* d'Ankara entame son troisième mandat bien que la constitution turque les limite à trois pour les présidents de la République. Cette transgression renseigne sur la situation politique de la Turquie dans laquelle la notion d'État de droit se délite jour après jour.

[5] La zone économique exclusive (ZEE), instaurée par la convention dite de Montego Bay de 1982 est d'une largeur maximale de 200 milles (environ 370 km). Elle assure à l'État côtier un droit exclusif à l'exploration, à l'exploitation et à la gestion des ressources de la zone. Si un État démontre que son territoire terrestre se prolonge sur le fond des océans au-delà des 200 milles de la ZEE, il peut également demander à étendre son « plateau continental » jusqu'à 350 milles (650 km) et en exploiter ainsi le sol et le sous-sol.

[6] Woodrow Wilson, 28^{ème} président des États-Unis, après avoir prêché l'isolationnisme pour son pays, il le fit entrer dans la guerre en 1917 contre l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois. Il est à l'origine de la Société des Nations (SDN, ancêtre de l'ONU) à laquelle les États-Unis n'adhéreront pas.

[7] Appelé aussi « corridor de Meghri », du nom d'un petit bourg de moins de 5 000 habitants à l'extrême sud de l'Arménie, aux confins de l'Iran.

[8] L'Union européenne a signé en janvier 2023 un accord d'importation de gaz naturel azerbaïdjanais afin, soi-disant, de réduire sa dépendance vis-à-vis des approvisionnements russes. La présidente de la Commission européenne, Ursula Van der Leyen, a affirmé qu'avec Bakou « nous partageons les mêmes valeurs » et ajouté « Mais l'énergie n'est que l'un des domaines dans lesquels nous pouvons renforcer notre coopération avec l'Azerbaïdjan et j'ai hâte d'exploiter tout le potentiel de notre relation. »

[9] L'Organisation du Traité de Sécurité Collective est une organisation à vocation politico-militaire fondée le 7 octobre 2002, dont les objectifs affichés sont le renforcement de la paix, internationale et régionale, la sécurité et la stabilité, la protection sur une base

Le conflit de l'Artsakh/Haut-Karabakh : une tragédie

<https://www.contretemps.eu>

en deux actes

redaction

collective d'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États membres. Elle regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan. La Serbie en est membre observateur. L'Azerbaïdjan et la Géorgie l'ont quittée en 1999. L'Ouzbékistan, membre fondateur, l'a quittée en 2012.

[10] La Turquie, sous l'impulsion de son président, a développé sa propre industrie de défense, à coup de plans quinquennaux successifs, avec l'objectif de s'affranchir de sa dépendance aux importations d'équipements militaires. Trois sociétés turques font partie du « top 100 » des plus grandes entreprises d'armement à l'échelle mondiale.